



T7 Communiqué

Coopérer dans un monde fragmenté

Juin 2026

Contexte : montée des tensions, besoin d'action concertée et attentes vis-à-vis du G7

L'environnement international se durcit sur plusieurs fronts simultanément. Les conflits se multiplient, comme l'illustrent la guerre en Ukraine, les conflits au Proche-Orient et les tensions au Sahel. En parallèle, la concurrence économique croissante entre grandes puissances se traduit par une montée en puissance de mesures protectionnistes — droits de douane, contrôles sur les exportations et réglementations relatives aux investissements. En outre, les catastrophes climatiques amplifient ces phénomènes et font peser des risques importants sur les chaînes de valeur. Enfin, le développement rapide de l'intelligence artificielle crée de nouvelles formes de dépendance vis-à-vis d'un petit nombre d'acteurs.

Les conséquences des conflits et tensions nous rappellent les interdépendances profondes de l'économie mondiale. Même les grandes puissances sont dépendantes, des chaînes de production, des perturbations sur les marchés des matières premières, des crises financières, des pollutions environnementales, et plus généralement des décisions prises hors de leurs frontières. L'enjeu pour les pays du G7 n'est pas de sortir de ces interdépendances, ce qui serait aussi coûteux qu'illusoire, mais de les évaluer et d'y répondre *via* la coopération internationale afin d'éviter que les stratégies nationales ne débouchent sur des dynamiques collectivement sous-optimales. Ainsi, une partie significative des réponses que le G7 peut apporter à ces défis passe par une coordination renforcée avec des partenaires dont les choix industriels, technologiques et financiers façonnent désormais directement l'économie mondiale.

Plus de cinquante ans après son établissement en 1975 pour faire face à la crise issue des chocs pétroliers, le G7 a vu la part du PIB mondial de ses membres diminuer au fil du temps, passant selon les chiffres du FMI d'environ 60 % en 1980 à environ 45 % en 2025¹. En parallèle, la part des pays des BRICS montait, et représente désormais près de 25 % du PIB mondial. Il n'en demeure pas moins que l'influence du G7 demeure

réelle et que les attentes vis-à-vis de ses membres sont fortes — notamment sur les questions d'aide au développement², de sécurité économique, de gouvernance commerciale et de diffusion des technologies critiques³.

Le leadership du G7 ne peut s'exercer en vase clos. La part déclinante du G7 dans le PIB mondial, conjuguée à la montée en puissance économique, technologique et industrielle des grandes économies émergentes, impose au G7 de construire des ponts avec les autres acteurs mondiaux — au premier rang desquels le G20, les partenaires de la zone Indo-Pacifique et les pays du Sud global.

Rappel des priorités françaises et présentation des quatre piliers comme domaines où l'action du G7 est attendue

La France a défini une double priorité pour sa présidence du G7. D'une part, la réduction des déséquilibres mondiaux — compris dans une acception large, englobant les déséquilibres liés aux nouvelles politiques industrielles, les déséquilibres technologiques dans le développement et la diffusion de l'intelligence artificielle (IA), et les déséquilibres dans les chaînes de valeur pour les matières premières critiques. D'autre part, la réforme du financement du développement, fondée sur des partenariats mutuellement bénéfiques avec les pays partenaires, une meilleure mobilisation des ressources domestiques et une articulation renforcée entre aide publique, finance multilatérale de développement et investissement privé.

C'est à l'intersection de ces deux priorités que se sont inscrits les travaux du Think7 (T7), le groupe officiel d'engagement du G7 pour les *think tanks* et les centres de recherche. Les quelque 50 *think tanks* des pays du G7 et au-delà impliqués dans le T7 se sont attelés aux enjeux de coopération face aux tensions créées par les nouvelles politiques industrielles, aux déséquilibres des opportunités de développement durable, à la coordination des mesures de sécurité économique, et aux enjeux liés à l'innovation et à l'IA.

1 World Economic Outlook (April 2026) - GDP, current prices

2 Le G7 contribue à 75 % de l'aide totale au développement. Ses membres détiennent en moyenne 40 % des droits de vote dans les principales banques multilatérales de développement et 40 % des avoirs mondiaux des banques publiques de développement.

3 La chaîne mondiale d'approvisionnement en équipements de fabrication de semi-conducteurs est ainsi concentrée quasi-exclusivement parmi les économies du G7 et leurs partenaires proches, ce qui confère au groupe un levier d'influence unique.

Ces quatre thèmes se répondent. La coordination des politiques industrielles et la sécurité économique articulent un agenda de stabilité économique : la première vise à réduire les frictions entre grandes économies sur les minerais critiques et les accords d'investissement ; la seconde à coordonner l'utilisation croissante d'outils économiques pour atteindre des objectifs géopolitiques (contrôles à l'exportation, examen des investissements entrants, sanctions financières). Le futur du financement du développement et l'innovation/IA contribuent à la priorité « développement » en organisant un partenariat renouvelé avec les pays du Sud global — qu'il s'agisse de mieux structurer les flux concessionnels et privés, ou de garantir un accès équitable aux modèles d'IA.

1. La coordination des politiques industrielles

En réaction aux grandes transitions en cours et aux opportunités qu'elles offrent, les grandes économies ont réinvesti les politiques industrielles et se livrent concurrence pour capturer les marchés, localiser les emplois et la valeur. Une forme de coordination des grandes économies autour d'éléments clés de ces politiques industrielles serait facteur de stabilisation.

Un domaine clé est celui des *Chaînes de valeur sécurisées, responsables et équitables autour des minerais critiques*, source de frictions car aussi d'opportunités que les pays tentent de saisir. C'est un domaine où une sécurisation durable requiert une coopération des producteurs et des importateurs tout au long des chaînes de valeurs. Le T7 fait trois recommandations dans cette direction⁴ : 1) poursuivre un accord politique sur les minéraux critiques qui renforce le dialogue sur des chaînes de valeur minérales inclusives et responsables et concilie les intérêts des pays producteurs et consommateurs ; 2) lancer un petit nombre de projets d'investissement pilotes visibles qui démontrent la faisabilité de chaînes de valeur autour des minerais critiques commercialement viables et socialement responsables ; 3) renforcer la circularité des minéraux critiques en ancrant des solutions circulaires dans les cadres existants tels que l'Alliance du G7 sur l'efficacité des ressources et les Principes de l'économie circulaire et de l'efficacité des ressources.

Face à la multiplication des instruments et accords d'investissement (et de commerce) pour la sécurisation des chaînes de valeur, et la concentration des flux d'investissements directs étrangers, il y a un enjeu à renforcer la cohérence des accords d'investissement avec les objectifs de développement économique, social et environnemental des pays, qu'ils soient dans le G7 ou non. Le T7 recommande⁵ de : 1) renforcer le cadre de gouvernance internationale de l'investissement dans un contexte de fragmentation et vieillissement des outils existants ; 2) élargir la boîte à outils de la gouvernance de l'investissement ; 3) améliorer la mise en œuvre et les conditions favorables ; 4) renforcer les partenariats du G7 et l'apprentissage entre pairs.

2. Le futur du financement du développement

La vision traditionnelle du financement du développement durable requiert une réforme profonde. L'enjeu est, pour les pays du G7, bailleurs historiques de l'APD, de forger de nouvelles alliances fondées sur une meilleure compréhension des besoins des pays partenaires et sur des critères partagés d'efficacité et d'impact.

L'écosystème du financement du développement doit notamment évoluer pour intégrer la multiplication des acteurs, gagner en efficacité et efficience, afin de gérer des fonds concessionnels de plus en plus limités et de consolider les ponts avec la finance privée. Dans cet écosystème, les banques publiques de développement doivent former un système plus efficace. Dans cette perspective, le T7 fait des recommandations⁶ : 1) sur les outils pour favoriser la contribution de ces banques à l'écosystème, en intégrant mieux les processus de préparation et de mise en œuvre des projets ; et 2) pour réduire le coût et les risques financiers pour les marchés émergents et économies en développement en améliorant l'accès aux fonds verticaux et en développant une offre de financement intégrée.

La multiplication des catastrophes naturelles rend certains territoires — y compris dans les pays du G7 — partiellement ou totalement « non assurables ». Cette crise menace autant la stabilité économique (notamment budgétaire) des pays du G7 que la résilience des pays vulnérables. Pour faire face, le T7 recommande⁷ de : 1) créer et partager les outils d'une meilleure compréhension internationale des profils de risque physique ;

4 [Secure, responsible and equitable critical minerals value chains](#)

5 [Strengthening coherence between investment agreements and environmental, social and economic objectives](#)

6 [Towards a more effective and integrated Public Development Bank system](#)

7 [Insurability against natural disasters](#)

2) revoir les conditions d'une répartition des coûts équitable et efficace entre les secteurs public et privé ; et 3) renforcer les possibilités d'assurabilité et d'investissement générées dans les pays vulnérables.

Les engagements financiers en matière de biodiversité restent limités et difficilement comparables, mais les cadres de rapportage sur la nature se déploient de plus en plus, notamment dans les grandes économies asiatiques. Le T7 recommande au G7 d'agir sur trois leviers⁸ : 1) transformer les mentalités pour faire du financement de la nature une opportunité plutôt qu'un coût ; 2) renforcer l'investissement public *via* un standard opérationnel « ne pas nuire significativement à la biodiversité » pour les finances publiques et les banques multilatérales de développement ; et 3) promouvoir des standards communs de déclaration (TNFD, GRI, ISSB) ainsi que le financement de biens communs naturels mondiaux comme les forêts tropicales.

3. La coordination des mesures de sécurité économique

La multiplication des instruments de sécurité économique au sein du G7 a créé des lacunes exploitées par des réseaux illicites, tout en alourdissant les coûts pour le secteur privé et en fragilisant la confiance du public. Pour y remédier, le T7 propose de renforcer la coordination, notamment en luttant contre les flottes fantômes, et en harmonisant les contrôles à l'exportation des technologies avancées. La sécurité économique passe aussi par la cartographie des dépendances critiques et l'adoption de normes communes pour réduire les vulnérabilités.

Le renforcement des contrôles à l'exportation et de la lutte contre le contournement des sanctions occidentales constitue un premier chantier. En matière de transport maritime, la prolifération de navires opérant sans pavillon valide ou sans assurance licite — la « flotte fantôme » — fragilise l'ensemble du dispositif de sanctions internationales, présente des risques environnementaux majeurs et constitue un vecteur de tactiques hybrides dont les conséquences touchent directement les États riverains. En matière de contrôles à l'exportation sur les technologies avancées, les systèmes existants au sein du G7 restent hétéroclites en termes de portée et de moyens opérationnels — créant des angles morts que des réseaux illicites exploitent de manière croissante, notamment *via* l'accès à distance aux capacités de calcul les plus avancées par le

biais du cloud, contournant ainsi l'efficacité des contrôles portant sur les composants physiques. Le T7 formule trois recommandations⁹ : 1) renforcer la surveillance des flottes fantômes (échange de données, exigence d'assurance licite pour tout navire en eaux G7) ; 2) développer un socle commun de capacités pour les régimes de contrôle à l'exportation du G7, couvrant les transferts intangibles et les risques de détournement ; 3) créer un cadre G7+ coordonné pour les contrôles à l'exportation sur les équipements de fabrication de semi-conducteurs, intégrant notamment la Corée du Sud et les Pays-Bas.

La sécurité économique dépend aussi de la capacité des économies du G7 à cartographier leurs dépendances communes, à coordonner leurs normes et à envoyer des signaux cohérents aux marchés et pays partenaires. Le T7 formule sept recommandations dans cette direction¹⁰ : 1) cartographier les dépendances pharmaceutiques prioritaires à l'échelle du G7 ; 2) établir des normes G7 contraignantes sur les matières premières critiques ; 3) soutenir la demande en semi-conducteurs matures fabriqués dans le G7 ; 4) créer un groupe de contact G7 sur la coercition géoéconomique ; 5) mettre en place une plateforme G7 de sensibilisation aux bénéfices à long terme de la sécurité économique ; 6) harmoniser les normes G7 sur les outils de sécurité économique (filtrage des investissements, contrôles à l'exportation, préférences locales) ; 7) établir un pilier Indo-Pacifique (G7+) avec l'Australie et la Corée du Sud.

4. L'innovation et l'IA

L'innovation est le principal moteur de croissance à long terme des économies du G7, mais la diffusion des technologies de pointe reste insuffisante. En parallèle, le développement de l'IA cristallise les tensions à grande échelle : la concentration sans précédent des ressources génère des vulnérabilités systémiques pour les pays du G7 et un risque de fracture mondiale.

Cinq enjeux conditionnent la capacité des économies du G7 à traduire l'innovation en croissance inclusive à long terme : le manque de données harmonisées sur la diffusion technologique ; l'insuffisance du soutien aux PME pour l'adoption de technologies de frontière ; l'exposition croissante des chaînes d'approvisionnement aux catastrophes naturelles et aux chocs climatiques ; les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques, aggravées par la

8 Standardising and strengthening biodiversity finance

9 Economic security : lessons learnt and challenges

10 Economic security : boosting collaboration

concentration des capacités de transformation ; et l'absence d'une coordination structurée sur les technologies quantiques. Le T7 formule sept recommandations pour y remédier¹¹ : 1) établir un mécanisme G7 de mesure de la diffusion technologique ; 2) définir des normes G7 de soutien financier aux PME adoptant des technologies de pointe ; 3) créer un mécanisme G7 de surveillance des vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement liées aux catastrophes naturelles ou aux conflits ; 4) intégrer les politiques d'offre et de demande pour les matières premières critiques produites dans le G7 ; 5) constituer des stocks G7 de matières premières critiques ; 6) cartographier les réserves G7 de matières premières critiques ; 7) créer un groupe de travail G7 sur les technologies quantiques.

Le développement de l'intelligence artificielle crée un risque de fracture mondiale : de nombreux pays du Sud global font face à des infrastructures numériques insuffisantes, à un accès limité aux données et à une faible capacité à développer des solutions adaptées à leurs besoins, les laissant exposés aux perturbations induites par l'IA

sans alternatives viables. Les travaux du Processus d'Hiroshima ont posé les bases d'une approche commune au sein du G7 ; le T7 propose de les approfondir, de les opérationnaliser et de les articuler avec les initiatives multilatérales en cours via huit recommandations¹² : 1) garantir l'accès sûr et durable aux couches critiques de l'IA (calcul, données, modèles, plateformes) ; 2) reconnaître les pays du Sud global comme des partenaires actifs du développement des capacités en IA ; 3) diversifier les investissements publics vers des modèles légers, ouverts et sectoriels pour les usages gouvernementaux ; 4) aligner les positions du G7 sur les initiatives onusiennes (Panel scientifique indépendant, Dialogue global sur l'IA) ; 5) adopter des lignes directrices communes pour la commande publique en IA (transparence, portabilité, interopérabilité) ; 6) lancer un partenariat multinational d'IA de frontière, à commencer par un cluster de calcul partagé pour la recherche d'intérêt public ; 7) renforcer le suivi G7 des risques liés à l'IA et le Processus d'Hiroshima ; 8) promouvoir un écosystème transfrontalier de talents et de recherche en IA (hubs multinationaux, mobilités courtes, visa G7 dédié).

11 Innovation and investment

12 Innovation and AI

À PROPOS DE THINK 7

Think7 (T7) est le groupe officiel du G7 chargé de mobiliser des *think tanks* et centres de recherche de premier plan afin d'élaborer des recommandations opérationnelles, fondées sur l'analyse et les données probantes, à destination des décideurs du G7.

En 2026, l'Iddri et le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) coordonnent conjointement le processus du T7 pour la présidence française du G7.

À la fois espace d'expertise au service du G7 et plateforme de dialogue ouverte avec les pays partenaires, le T7 2026 réunit une cinquantaine d'organisations issues des pays du G7, ainsi que du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Afrique du Sud, de la Turquie, du Kenya, de la Suisse et de l'Espagne.

À PROPOS DE L'IDDRI ET ECFR

L'Iddri est un *think tank* international basé à Paris, dédié au développement durable. Guidé par la vision d'une société qui assure la prospérité pour tous, tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, tout en respectant les limites environnementales de la planète, l'Iddri identifie et promeut les voies permettant d'atteindre cet objectif grâce à la coopération internationale et à l'élaboration de politiques européennes. Fondé sur la science, l'institut favorise le dialogue entre les parties prenantes et travaille en partenariat avec un vaste réseau d'organisations à travers le monde.

Le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) est le premier *think tank* pan-européen. Fondé en octobre 2007, il conduit des travaux de recherche et promeut à travers l'Europe un débat éclairé sur le développement d'une politique étrangère européenne efficace, cohérente et porteuse des valeurs européennes. C'est un organisme indépendant, sans aucun lien avec les institutions européennes.

REMERCIEMENTS

Ce communiqué a été élaboré par le secrétariat du T7, coordonné par l'Iddri et ECFR, sur la base des solutions papers produits par les groupes de travail du T7.

L'Iddri et ECFR remercient tous les groupes de travail et leurs contributeurs pour leur travail et leur engagement tout au long du processus T7.

La composition des groupes de travail T7 et leurs livrables sont disponibles sur

Think 7 | IDDRI, Think 7 | ECFR
et le site think7-2026.org.

SECRÉTARIAT

Coordination T7

IDDRI : Céline Kauffmann, Damien Barchiche

ECFR : Agathe Demarais

Communication

IDDRI : Carine Antunes

ECFR : Chiara Malaponti

Communiqué

Éditeur : Pierre Barthélemy

Graphiste : Alain Chevallier

Avec le soutien financier du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères